

NSC Groupe

Société anonyme au capital de 8 772 000 €

Siège social : 170, rue de la République – 68 500 GUEBWILLER

RCS COLMAR : 915 420 491

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 1^{ER} SEMESTRE 2012

établi en application du Code Monétaire et Financier L 451-1-2,III comportant le règlement général de l'AMF 222-4, 222-5 et 222-6 et en application du Code de Commerce L232-7 al. 3 et du Code de Commerce R232-13

SOMMAIRE

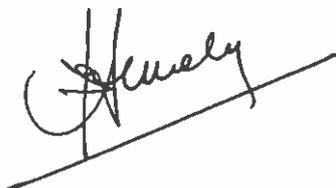
- A. Attestation du rapport financier annuel**
- B. Rapport semestriel d'activité et perspectives**
- C. Comptes intermédiaires consolidés au 30 juin 2012**
- D. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle au 30 juin 2012**

A - ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, développé au paragraphe C ci avant, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Guebwiller, le 31 Août 2012

Le Président Directeur Général
Bruno AMELINE

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Ameline', is written over a horizontal line.

B – Rapport semestriel d'activité et perspectives

RESULTATS CONSOLIDES

1) Résultats semestriels :

1^{er} semestre 2012

Chiffres consolidés en normes IFRS (M€)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011 (*)	Exercice 2011
Chiffre d'affaires	29,8	24,9	59,7
Résultat opérationnel	0,3	1,5	2,9
Résultat financier	0,3	0,1	-0,1
Résultat courant avant impôt	0,6	1,6	2,7
Résultat des activités abandonnées	-0,3	-2,4	13,4
Résultat net - part du Groupe	0,1	0,1	15,3

(*) : Les données du 1^{er} semestre 2011 sont des données « proforma », retraitées du fait de la cession du pôle Nonwoven

A 29,8M€, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2012 progresse de 20% par rapport à celui de la même période de 2011. Toutes les filiales, à l'exception de Pakea, ont bénéficié de carnets de commandes particulièrement bien remplis en début de période.

Le recul à 0,3M€ du profit opérationnel semestriel est principalement dû au coût des projets de développement et au renforcement des équipes engagés pour l'activité Fiber to Yarn, à un profit exceptionnel constaté sur cette même activité en 2011, et à un recul du résultat de Monomatic qui devrait être compensé au deuxième semestre.

2) Perspectives 2012 :

L'activité des filiales du groupe reste bien orientée au second semestre grâce à des carnets de commandes conséquents. On constate néanmoins un ralentissement du rythme d'entrée des commandes depuis la fin du printemps et une pression sur les prix de vente.

NSC prévoit de dégager un résultat opérationnel courant positif pour l'ensemble de l'exercice.

C - Comptes intermédiaires consolidés au 30 Juin 2012

I - Bilan consolidé

ACTIF (en K€)	30/06/2012	31/12/2011
Ecarts d'acquisition - Note 8	2 348	2 348
Immobilisations incorporelles - Note 9	374	80
Immobilisations corporelles - Note 9	9 664	8 980
Immobilisations financières - Note 13	683	826
Impôts différés - Note 6	454	730
Actifs financiers non courants - Note 13	4 387	4 073
Total actifs non courants	17 910	17 037
Stocks et en-cours - Note 10	19 662	14 700
Clients et comptes rattachés - Note 13	8 948	13 380
Autres créances et comptes de régularisation- Note 13	3 347	3 570
Impôts courants	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie - Note 13	37 351	37 674
Actif courant destiné à la vente	0	4 815
Total actifs courants	69 309	74 140
Total de l'actif	87 219	91 177

PASSIF (en K€)	30/06/2012	31/12/2011
Capital	8 772	8 772
Primes	0	0
Réserves et résultat	47 443	50 543
Autres	486	518
Capitaux propres - part du groupe	56 700	59 833
Intérêts minoritaires	0	-1
Total des capitaux propres	56 701	59 832
Provisions pour risques et charges - Note 11	6 482	6 840
Impôts différés - Note 6	610	914
Emprunts et dettes financières non courants - Note 12	1 971	2 195
Total des passifs non courants	9 063	9 950
Emprunts et dettes financières courants - Note 12	684	470
Fournisseurs et comptes rattachés - Note 12	8 248	7 584
Impôts courants	21	24
Autres dettes et comptes de régularisation - Note 12	12 503	11 487
Passif courant destiné à la vente	0	1 831
Total passifs courants	21 456	21 395
Total du passif	87 219	91 177

II a - Compte de résultat consolidé

en K€	30/06/2012	Pro Forma 30/06/2011	30/06/2011
Chiffre d'affaires	29 826	24 937	48 398
Autres produits d'exploitation	470	826	1 106
Produits de l'activité	30 295	25 763	49 505
Achats consommés	-9 450	-5 772	-16 552
Services extérieurs	-8 990	-7 657	-14 717
Charges de personnel	-11 145	-9 913	-16 676
Autres charges d'exploitation	-148	-129	-258
Impôts et taxes	-597	-654	-1 267
Dotations aux amortissements et aux provisions	49	-98	-655
Résultat opérationnel courant	14	1 540	-619
Autres produits et charges opérationnels	287	0	0
Résultat opérationnel	301	1 540	-619
Coût de l'endettement financier - Note 14	-47	-34	-16
Autres charges financières - Note 16	-39	-69	-163
Autres produits financiers - Note 16	341	171	286
Résultat courant (des sociétés intégrées)	556	1 607	-511
Impôts sur les résultats - Note 6	-91	868	562
Résultat net des activités poursuivies	465	2 476	51
Résultat des activités abandonnées	-354	-2 425	
Résultat net (de l'ensemble consolidé)	112	51	51
Intérêts minoritaires	0	0	0
Résultat net (part du groupe)	112	51	51
Résultat dilué par action des activités poursuivies (€)	0,85	4,52	0,09
Résultat par action des activités poursuivies (€)	0,85	4,52	0,09
Résultat dilué par action - Note 7	0,20	0,09	0,09
Résultat par action - Note 7	0,20	0,09	0,09

II b - État du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En K€	30/06/12	30/06/2011 ProForma	30/06/11
<i>Résultat net des activités poursuivies</i>	465	2 476	2 476
<i>Résultat net des activités abandonnées</i>	-354	-2 425	-2 425
Résultat net (de l'ensemble consolidé)	112	51	51
<i>Ecart de conversion des activités poursuivies</i>	95	-74	-74
<i>Ecart de conversion des activités abandonnées</i>	61	-282	-282
Ecarts de conversion	157	-357	-357
Actualisation des créances et dettes			
Autres gains et pertes			
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	157	-357	-357
Résultat net + gains et pertes des activités poursuivies comptabilisés directement en capitaux propres	561	2 402	2 402
Résultat net + gains et pertes des activités abandonnées comptabilisés directement en capitaux propres	-292	-2 708	-2 708
Résultat net + gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	268	-306	-306
-dont part du groupe	269	-306	-306
-dont part des minoritaires	0	0	0

Les variations du tableau des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres n'ont pas eu d'effets sur l'impôt.

II c – Analyse de certains postes du compte de résultat (en K€)

a) Autres produits et autres charges d'exploitation :

en K€	30/06/2012	30/06/2011 Pro Forma	30/06/2011
- Production immobilisée		0	86
- Subvention d'exploitation	20	40	54
- Crédit d'Impôt recherche	331	341	468
- Dettes forcloses et abandons de créances liés à la procédure de sauvegarde de la filiale N. Schlumberger		367	367
- Produits de l'assureur pour sinistres		48	48
- Produits sur litige			
- Autres produits	133	31	83
- Produit net des cessions d'immobilisations	-14		0
Autres produits d'exploitation :	470	826	1 106
- Litiges bancaires			
- Externalisation de la couverture des risques IFC			
- Résultat sur immobilisations cédées		-5	-5
- Redevances pour brevets		-57	-57
- Charges de sinistres		0	
- Pertes sur créances irrécouvrables		-21	-78
- Autres charges	-148	-46	-118
Autres charges d'exploitation :	-148	-129	-258

b) Produits et charges opérationnels non courants :

En K€	30/06/2012	30/06/2011 Pro Forma	30/06/2011
Dépréciation des écarts d'acquisition	-2		
Plus value immobilière	289		
Total	287	0	0

c) Résultat net des activités abandonnées :

En K€	30/06/2012	30/06/2011 Pro Forma	30/06/2011 publié
Moins Value sur cession des titres Wuxi	-137	0	0
Résultat net des activités cédées	-217	-2 425	0
Total	-354	-2 425	0

Formation du résultat des activités cédées :			
Chiffre d'affaires	1 636	23 461	
<i>Achats consommés</i>	-973	-10 780	
<i>Services extérieurs</i>	-193	-7 060	
<i>Charges de personnel</i>	-616	-6 763	
<i>Autres produits et charges</i>	-57	-977	
Résultat courant des activités cédées	-203	-2 118	
<i>Charge d'impôts sur le résultat des activités cédées</i>	-14	-307	
Résultat net des activités cédées	-217	-2 425	

III. - Tableau des flux de trésorerie

en K€	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Résultat net	112	51	15 262
Valeur nette comptable des machines d'essai cédées	0	0	0
Actualisation des créances et des dettes	-1	25	-28
Dotations aux amortissements et provisions	95	-602	6 096
Résultat de cessions	-234	5	-20 664
Variation des impôts différés - Note 6	-28	-672	308
Autres Flux non financiers	0	-366	
Marge brute d'autofinancement après impôts	-57	-1 559	975
Variation des stocks - Note 10	-4 984	-5 100	-3 920
Variation des créances d'exploitation	4 956	572	-3 847
Variation des dettes d'exploitation - Note 14	-91	7 723	9 215
Variation du besoin en fonds de roulement	-119	3 195	1 448
FLUX DE TRESORERIE LIE A L'ACTIVITE	-176	1 636	2 423
Dont concernant les activités abandonnées	-81	201	-579
Incorporelles - Note 9	-367	-69	-182
Corporelles - Note 9	-1 187	-886	-2 716
Financières - Note 9	-4	-23	-3 758
Opérations d'investissement, sauf titres de participation	-1 557	-978	-6 656
Incorporelles et corporelles	433	9	6 784
Financières	102		0
Produits de cession des actifs, sauf titres de participation	536	9	6 784
Incidence des variations de périmètre	-3		0
Acquisitions de titres de participation	0		0
Trésorerie acquise filiales	0		0
Cessions de titres de participation	3 000		11 651
Trésorerie de cessions de filiales	0		-4 768
Décalage de trésorerie (créances et dettes / immobilisations)	0		0
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX INVESTISSEMENTS	1 975	-969	7 012
Dont concernant les activités abandonnées	3 014	-313	3 028
Variation des dettes financières nettes	1 184	-299	3 085
Variation des avances conditionnées	-32	-16	-16
Rachat d'action NSC Groupe	-1 408		
Dividendes versés aux actionnaires	-1 959		0
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX FINANCEMENTS	-2 215	-315	3 069
Dont concernant les activités abandonnées	223	-571	5 578
Incidence des variations de change	93	-322	320
Dont concernant les activités abandonnées	0	-265	337
VARIATION DE LA TRESORERIE DE L'EXERCICE	-323	30	12 824
Dont concernant les activités abandonnées	3 156	-948	8 364
TRESORERIE NETTE A L'OUVERTURE	37 674	24 729	24 849
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE	37 351	24 759	37 674

IV. - Variation des capitaux propres consolidés

En K€	Capital	Réserves consolidées	Résultat	Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Autres fonds propres	Capitaux propres (part du Groupe)	Intérêts minoritaires	Total
Situation à la clôture de l'exercice 2010	8 772	40 384	-5 610	169	-2	694	44 408	0	44 407
Mouvements du premier semestre 2011									
Résultat net + gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			50	-357			-307	0	-307
Affectation du résultat		-5 610	5 610			-16	0		-16
Variation des avances conditionnées									
Distribution dividende							0		0
Divers							0		0
Situation au 30 juin 2011	8 772	34 774	50	-188	-2	678	44 084	-1	44 084
Situation à la clôture de l'exercice 2011	8 772	34 776	15 262	506	-2	518	59 833	-1	59 832
Mouvements du premier semestre 2012									
Résultat net + gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			112	157			268	0	269
Affectation du résultat		15 262	-15 262				0		0
Variation de périmètre		453		-453			0	1	1
Variation des avances conditionnées						-32	-32		-32
Distribution dividende		-1 959					-1 959	0	-1 959
Divers		12		-15			-1 411	0	-1 411
Situation au 30 juin 2012	8 772	48 545	112	194	-1 410	486	56 700	0	56 701

V. – Annexe aux comptes consolidés.

NSC Groupe est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Elle a son siège au 170, rue de la République, 68500 Guebwiller (France) et est cotée sur le marché Eurolist, compartiment C, d'Euronext à Paris.

Les états financiers consolidés résumés, conformément à IAS 34, reflètent la situation comptable de NSC Groupe et de ses filiales.

Le Groupe développe et intègre des technologies, des applications et des services pour fournir des matériels destinés à l'industrie textile, du peignage et de la filature, à l'industrie des surfaces nontissées, ainsi qu'à l'industrie de l'emballage papier.

Le Conseil d'administration a arrêté le 31 août 2012 les états financiers consolidés au 30 juin 2012.

Sauf indication contraire, tous les chiffres sont exprimés en milliers d'euros.

NOTE 1. – PRINCIPES COMPTABLES.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre du premier semestre 2012 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Les normes ou interprétations dont l'application est obligatoire pour la première fois au 1^{er} janvier 2012, n'ont pas d'impacts sur les états financiers au 30.06.2012.

Pour les normes ou interprétations dont l'application n'est pas obligatoire ou qui ayant été publiés ne sont pas encore en vigueur, nous estimons que leurs impacts sur les états financiers au 30.06.2012 ne sont pas significatifs. Aucune de ces normes n'est appliquée par anticipation.

Les règles et les méthodes comptables appliquées sont les même que celles de l'exercice précédent.

Nous rappelons ci-dessous les principes essentiels de ces normes :

1°) Bases d'évaluations utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

2°) Méthodes de consolidation.

Les filiales contrôlées exclusivement sont consolidées par intégration globale et les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle.

La mise en équivalence s'appliquerait à toutes les entreprises associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, laquelle est présumée quand le pourcentage de droits de vote est supérieur ou égal à 20%. Aucune société ne remplit les conditions pour une mise en équivalence.

Toutes les transactions internes significatives sont éliminées en consolidation.

3°) Regroupements d'entreprises :

Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans des actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en écarts d'acquisition (cf. immobilisations incorporelles et corporelles).

4°) Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères.

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de la période.

La différence de conversion résultant de l'écart entre les cours d'ouverture et de clôture est inscrite dans les capitaux propres au poste « Ecarts de conversion ».

Les écarts d'acquisition et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5°) Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères.

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers).

6°) Dépenses de recherche et développement.

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Cependant, les frais de développement seront inscrits en immobilisations incorporelles lorsque les conditions d'activation, répondant strictement à l'ensemble des critères suivants, sont réunies :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- l'existence d'une intention de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet,
- l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet ou son utilité en interne est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de vie estimée des projets concernés. Dans le cas spécifique des logiciels, la durée de vie est déterminée, si le logiciel est utilisé en interne, sur la durée de vie probable d'utilisation.

L'amortissement des frais de développement capitalisés commence lors de la mise à disposition du produit concerné.

Les frais de développement de logiciels immobilisés sont ceux encourus pendant les phases de programmation, de codification et de tests. Les dépenses encourues préalablement (phases de planification de la conception, de définition du produit et de définition de l'architecture du produit) sont comptabilisées en charges.

Par ailleurs, des frais de développement spécifiques clients (dépenses facturables, engagées dans le cadre de contrats signés avec la clientèle), sont inclus dans les travaux en cours, à une valeur ajustée à l'état d'avancement du projet.

7°) Immobilisations incorporelles et corporelles, écarts d'acquisition,

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

a) Amortissements :

- Immobilisations incorporelles : les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des logiciels. Elles sont généralement amorties linéairement sur des durées de 4 ans. Toutes les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée de vie estimée.

• Immobilisations corporelles : les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Constructions et matériels industriels :	
Bâtiments industriels	20 ans
Ouvrages d'infrastructure	10-20 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3-10 ans
Bâtiments administratifs et commerciaux	20-40 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui transfèrent au Groupe (locataire) tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées de vie estimées et donc leurs durées d'amortissement sont significativement différentes.

b) Dépréciations :

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable.

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

c) Écarts d'acquisition :

Les écarts d'acquisition font l'objet, à la clôture de l'exercice, d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des divisions opérationnelles du Groupe, à la valeur nette comptable des groupes d'actifs correspondants (y compris les écarts d'acquisition). La valeur recouvrable est déterminée à partir des flux futurs de résultats actualisés sur une période correspondant au cycle économique de l'activité (7 ans), et augmentés de la valeur actuelle des capitaux propres et des plus ou moins values latentes sur éléments d'actif. Des tests de sensibilité aux hypothèses de calcul sont pratiqués dans le but de mieux appréhender cette valeur.

Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

8°) Actifs et Passifs financiers.

a) Définition des actifs et passifs non courants :

Les actifs et passifs financiers dont les échéances sont à plus d'un an sont comptabilisés en actifs ou passifs financiers non courants.

Ainsi, les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée, les actions cotées et les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont considérés comme des actifs financiers non courants.

Les passifs financiers non courants sont composés des provisions pour risques et charges, des impôts différés passif ainsi que des autres passifs financiers dont l'échéance est à plus d'un an.

Les actifs concernés figurent dans la rubrique « Actifs financiers non courants ».

Les Passifs dans la rubrique « Passifs financiers non courants »

b) Évaluation :

A chaque arrêté des comptes, le Groupe analyse l'ensemble de ses actifs et passifs financiers afin d'identifier et de valoriser les éventuelles pertes de valeur.

Les actifs de trésorerie sont tous considérés comme des actifs financiers en juste valeur par le résultat. Ils sont évalués à leur juste valeur et les écarts entre la valeur comptable et la juste valeur sont comptabilisés en résultat. (« Autres produits et charges financières »)

Le Groupe ne dispose d'aucun placement analysé comme détenu jusqu'à l'échéance.

Les prêts, les créances et les dettes de l'entreprise sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une perte de valeur s'il existe une indication objective de dépréciation. La perte de valeur correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur. Les montants sont actualisés lorsque leurs échéances sont supérieures à un an.

Le Groupe ne dispose d'aucun actif financier disponible à la vente, les participations faisant toutes l'objet d'une consolidation.

c) Décomptabilisation :

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation » est sorti du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'en attend plus de flux de trésorerie futurs et/ou transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Les créances commerciales cédées sans recours contre le cédant en cas de défaut de paiement du débiteur ont été analysées comme un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages associés à ces actifs, permettant leur sortie du bilan.

9°) Stocks et en-cours de production industrielle.

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au coût de revient. Ils sont valorisés selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Le coût de revient, incluant les coûts indirects de production, est évalué sur la base d'une activité normale.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

Il en résulte que la valorisation des stocks et encours ne subit pas l'influence d'une éventuelle sous activité.

Les stocks à écoulement lent sont dépréciés selon une méthode statistique.

10°) Titres d'autocontrôle.

Les titres d'autocontrôle et d'auto détention sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres, ainsi que leur dépréciation éventuelle, sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

11°) Avantages postérieurs à l'emploi :

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites au bénéfice du personnel.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- La méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« Valeur actuelle probable antérieure ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité

de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs.

- La méthode dite du corridor est appliquée lorsque les écarts actuariels sont dus à des changements d'hypothèses de calcul. Ils sont alors comptabilisés et amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne de vie active des salariés du régime.

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée dans le résultat d'exploitation.

Certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que l'assurance-vie et la couverture médicale (principalement aux États-Unis) ou les médailles du travail (gratification accordée aux salariés, notamment en France et en Allemagne, en fonction de leur ancienneté) font également l'objet de provisions qui sont déterminées en procédant à un calcul actuariel comparable à celui effectué pour les provisions pour retraites.

12°) Provisions pour restructuration et coûts de restructuration.

Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans la période lorsqu'il résulte d'une obligation du Groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture de la période par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux préretraites, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

13°) Impôts.

En application de IAS 20 les crédits d'impôts recherche sont comptabilisés dans la rubrique « Autres produits d'exploitation ».

Des impôts différés sont calculés sur les différences entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée, c'est-à-dire que les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Les impôts différés actifs sont appréciés en tenant compte de leurs probabilités futures d'utilisation. En revanche, les impôts différés passifs sont intégralement passés en compte.

14°) Revenus.

Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du Groupe et les produits des redevances, des licences et des subventions d'exploitation (nets de TVA).

Un produit est comptabilisé en revenus lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages inhérents à la propriété des biens.

En général, les revenus relatifs à la vente de biens et d'équipements sont comptabilisés lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

Les paiements partiels reçus sur contrats avant qu'ils n'aient été exécutés, sont comptabilisés en avances et acomptes reçus au passif.

Le Groupe comptabilise les provisions pour garantie, retours et assimilés sur la base des conditions contractuelles et de données statistiques issues de l'expérience passée.

15°) Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de

valeur). Le montant figurant à l'actif du bilan dans la rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » satisfait aux précisions apportées ci-dessus.

Les découverts bancaires, sont assimilés à un financement. Ils figurent dans la rubrique « Variation des dettes financières nettes » du « Tableau des flux financiers » et dans la rubrique « Emprunts et dettes financières courantes » du bilan.

16°) Financement à la clientèle.

Le groupe peut donner des garanties à des banques pour le financement des clients du Groupe. Celles-ci sont comprises dans les engagements hors bilan.

17°) Options de souscription ou d'achat d'actions.

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution et est comptabilisée en augmentation du poste « Primes » à la date d'octroi, neutralisée au sein des capitaux propres par le débit d'un compte de rémunération différée (sous-compte du compte « Primes »), qui est amorti par le résultat sur la période d'acquisition des droits sur la ligne « rémunérations payées en actions ».

Seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 et dont des droits permettant l'exercice des options restent à acquérir au 1^{er} janvier 2005, seront comptabilisés selon la norme IFRS 2.

18°) Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

Un actif non courant ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés, est considéré comme détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes destinés à être cédés sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, nets des coûts relatifs à la cession.

Une activité abandonnée représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant soit l'objet d'une cession soit d'un classement en actif détenu en vue d'une vente. Les éléments du résultat, des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, du bilan et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur des lignes spécifiques des états financiers consolidés pour toutes les périodes présentées, lorsque la situation se présente.

19°) Impôts et Taxes

La Contribution Economique Territoriale (C.E.T) est constituée de deux composantes :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) est analysée comme une charge opérationnelle puisqu'elle est assise sur les valeurs locatives des biens passibles d'une taxe foncière en France.
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E) est désormais analysée comme un élément calculé sur une base répondant à la définition d'un résultat imposable au sens de la norme IAS 12, et donc classée en impôt sur le résultat.
- Les sociétés italiennes sont soumises à l'I.R.A.P.S, taxe dont le calcul repose, lui aussi, sur la valeur ajoutée, est désormais, elle aussi, classée en impôt sur le résultat

Pour le premier semestre 2011 la CVAE et l'IRAPS étaient comptabilisées en charges opérationnelles.

Du fait des montants concernés, jugés non significatifs, les données 2011 non pas été retraitées.

NOTE 2. – PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes comptables internationales « IFRS » implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses, jugées réalistes et raisonnables. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe.

1°) Dépréciation des stocks.

Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur l'analyse statistique des délais d'écoulement et de l'arrêt de la commercialisation de certaines lignes de produits. Des délais d'écoulement ou des dates d'arrêt de commercialisation très différents de ceux utilisés dans le calcul peuvent affecter sensiblement le résultat.

2°) Dépréciation des créances clients et des prêts.

Le montant de la dépréciation prend en compte la capacité du débiteur à honorer sa dette et l'ancienneté de la créance. Un taux de recouvrement plus faible que celui estimé, la défaillance de clients, peuvent avoir un impact négatif sur les résultats.

Le groupe utilise des instruments financiers pour limiter son exposition aux risques de variation des taux d'intérêts et des cours de change.

3°) Frais de développement activés, écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles.

Les conditions d'activation des frais de développement sont énoncées en note 1-6.

Comme indiqué en note 1-7, outre les tests de dépréciation annuels relatifs aux écarts d'acquisition, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur des actifs incorporels détenus. Les dépréciations éventuelles résultent d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeurs de marché des actifs concernés. Une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

4°) Dépréciation d'actifs.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable (la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de vente) pouvant conduire à la comptabilisation d'une perte de valeur (voir note 1-7). La valeur d'utilité est estimée en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La juste valeur repose sur les informations disponibles jugées les plus fiables (données de marché, transactions récentes ...).

Des hypothèses et estimations sont prises en compte dans la détermination de la valeur recouvrable des immobilisations corporelles, parmi lesquelles on notera notamment les perspectives de marché, l'obsolescence et la valeur de réalisation en cas de cession ou de liquidation. Toute modification de ces hypothèses peut avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait conduire à revoir la valeur des pertes de valeur comptabilisées.

5°) Provision pour garantie et autres provisions pour litiges commerciaux.

Des provisions sont comptabilisées notamment au titre des garanties données sur nos produits ou des pertes à terminaison. Ces provisions sont calculées sur la base de données statistiques ou sur notre meilleure estimation fondée sur l'expérience acquise. Ces provisions et leur variation sont mentionnées sous la rubrique « dotation aux amortissements et provisions ». Le montant des coûts et pénalités qui seront réellement payés peut différer des montants initialement provisionnés.

6°) Impôts différés.

Les impôts différés comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables.

Pour les groupes d'intégration fiscale, l'impôt différé net résulte d'une compensation des impôts différés passifs et/ou actifs entre les différentes sociétés du groupe d'intégration.

Lorsque les compensations opérées laissent apparaître un solde d'impôt différé net actif, NSC Groupe ne conserve à son actif que la quote-part d'impôt correspondante aux futurs bénéficiaires évalués prudemment.

7°) Provision pour retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi.

Comme indiqué en note 1-11 le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations ou à prestations définies. Pour ces derniers, l'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, la rentabilité des placements dédiés à ces régimes, des augmentations de salaires futures, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité, ainsi que l'âge probable de départ à la retraite. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement. Les hypothèses retenues et leurs modalités de détermination sont détaillées en note 10 du présent document. Les écarts actuariels ainsi dégagés sont comptabilisés et amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne de vie active des salariés du régime.

8°) Reconnaissance des revenus.

Comme indiqué en note 1-14 les revenus sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages inhérents à la propriété du bien.

NOTE 3. – FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Cession du pôle d'activité « Nonwoven »

Le 20 septembre 2011, NSC Groupe a signé, avec la groupe autrichien ANDRITZ, un accord de cession de son pôle d'activités « Nonwoven », constitué des sociétés ASSELIN-THIBEAU et WUXI NSC MACHINERY.

Les titres de la société WUXI NSC MACHINERY ont définitivement été transférés à l'acquéreur le 31 Mars 2012, entraînant sa sortie du périmètre de consolidation dans les comptes au 30 Juin 2012, avec pour conséquences :

- La sortie de ses actifs et/ou passifs du bilan consolidé
- La comptabilisation dans la rubrique « Résultat des activités abandonnées » du compte de résultat consolidé, de sa contribution au résultat net consolidé pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2012.
- La comptabilisation de la plus-value de cession des titres dans la rubrique « Résultat net des activités abandonnées » du compte de résultat consolidé.

La contribution au résultat consolidé du Pôle Nonwoven au 30/06/2011 a été présentée pour son montant net de produits et de charges dans la rubrique « Résultat net des activités abandonnées » dans l'information comparative « pro-forma ».

Enfin, certaines filiales présentes dans le périmètre du Groupe au 30 juin 2012, et qui ne font pas partie de cette cession, sont profondément affectées par ces opérations :

- SBA (Belgique) et NSC JAPAN (Japon) exercent des activités majoritairement en rapport avec le pôle d'activité « Nonwoven » cédé. Ces 2 sociétés verront leur activité arrêtée d'ici la fin de l'exercice 2012 et feront ensuite l'objet d'une liquidation. Les comptes de ces 2 sociétés ont été intégrés comme suit :
 - Leurs actifs et/ou passifs n'ont pas fait l'objet de reclassements et restent comptabilisés dans les postes du bilan en fonction de leur natures.
 - La totalité de leur contribution au résultat net consolidé a été enregistrée dans la rubrique « Résultat net des activités abandonnées » du compte de résultat consolidé.

NOTE 4. – INFORMATION PAR SECTEURS OPERATIONNELS

Le Groupe développe et intègre des technologies, des applications et des services pour fournir des matériels destinés à l'industrie du peignage et de la filature regroupés dans le pôle Fibre to yarn, à l'industrie de l'emballage papier, constitués au sein du pôle Packaging et à l'industrie des surfaces nontissées rassemblés dans le secteur Nonwoven. Cette dernière activité a été cédée au cours de l'exercice 2011.

Le secteur « Autres » inclut les activités de structures et périphériques aux métiers du groupe, telles que les services commerciaux à l'international, la mise à disposition des immeubles, la fourniture de composants de fonderie, l'activité de réassurance ainsi que la holding regroupant les frais de siège. Aucune de ces activités ne répond à des critères de taille suffisants pour être présentée comme un pôle indépendant.

Toutes les relations commerciales inter pôles sont établies sur la base de prix de marché, à des termes et conditions identiques à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

Pour chacun des secteurs, le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation est supérieur à 85% du chiffres d'affaire total.

Il n'existe aucun client représentant plus de 10% du chiffre d'affaire total.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les secteurs opérationnels.

1^{er} semestre 2012 par activités

en K€	Activités poursuivies					Activités abandonnées			Total
	Fibre to yarn	Packaging	Autres	Rapprochement	Sous-total	Non woven	Rapprochement	Sous-total	
Production propre vendue	15 427	8 286	7 880	-1 768	29 826	1 649	-13	1 637	31 462
Résultat opérationnel	701	-577	1 100	-923	301	-222	0	-222	79
Résultat net	636	-348	5 703	-5 526	465	-217	-137	-354	112

1^{er} semestre 2011 par activités

en K€	Activités poursuivies					Activités abandonnées			Total
	Fibre to yarn	Packaging	Autres	Rapprochement	Sous-total	Non woven	Rapprochement	Sous-total	
Production propre vendue	12 949	6 939	7 317	-2 267	24 937	25 847	-2 386	23 461	48 398
Résultat opérationnel	1 296	-426	208	462	1 540	-1 930	-229	-2 159	-619
Résultat net	1 317	-176	1 168	167	2 476	-1 821	-604	-2 425	51

Les données relatives aux activités abandonnées pour le premier semestre 2012 concernent principalement Wuxi, cédée en date du 31/03/2012 au groupe Andritz. Au 30/06/2011, le secteur « Non Woven » incluait la contribution d'Asselin-Thibeau, cédée en fin d'exercice 2011.

Le niveau satisfaisant des carnets de commandes en début d'exercice a généré une progression du chiffre d'affaires de l'ensemble des activités de NSC au premier semestre 2012 par rapport à la même période de 2011, à savoir : Fiber to yarn : +19%, Packaging +19%, autres activités : +8%.

Le recul du résultat opérationnel des activités poursuivies est principalement dû : au coût des projets de développement et au renforcement des équipes engagés depuis début 2012 pour l'activité Fiber to yarn, à un profit exceptionnel constaté sur cette même activité au premier semestre 2011 et à un tassement du résultat de Monomatic qui devrait être compensé au deuxième semestre 2012.

Pour chacune des périodes indiquées, les informations par pôles d'activités, issues du reporting interne du Groupe, reprennent des chiffres des comptes sociaux, affectés du pourcentage d'intégration.

Le rapprochement avec les chiffres consolidés provient :

- De définitions différentes des indicateurs :

La production propre vendue représente le chiffre d'affaires réalisé par le pôle uniquement avec ses propres produits et services, alors que le chiffre d'affaires consolidé prend en compte les ventes pour compte de co-participants et les ventes de machines d'essais...

Le résultat opérationnel courant correspond à la somme des résultats d'exploitation et exceptionnel constatés dans les comptes sociaux. Dans le chiffre consolidé il comprend les crédits d'impôt recherche contrairement aux comptes sociaux.

- Des retraitements de consolidation : Élimination des opérations entre sociétés du groupe...

NOTE 5. – FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Aucun frais de développement ne figure dans les immobilisations incorporelles au 30/06/2012.

NOTE 6. – IMPOT

Une convention d'intégration fiscale lie la société mère NSC Groupe avec ses filiales françaises détenues à plus de 95%. Il s'agit des filiales Monomatic, NSC Florival, Pakea, Fonderie Schlumberger, Fréaco et NSC Environnement. Pour le premier semestre 2012, une économie d'impôt de 11 K€ a été constatée du fait de cette convention.

Une seconde convention d'intégration fiscale conclue entre les sociétés Euroschor et N. Schlumberger a enregistré dans les comptes consolidés, pour le premier semestre 2012, une économie d'impôt de 143 K€ du fait de cette convention.

1°) Analyse de la charge d'impôt :

En K€	30/06/2012	30/06/2011 Pro forma	30/06/2011 Publié
Impôts courants			
- Impôts sur les bénéfices	-119	-65	-111
Impôts différés			
Produits ou charges d'impôts différés des sociétés intégrées	-276	911	694
Produits ou charges d'impôts différés (hors intégration fiscale)	304	22	-22
Total	-91	868	561

Les charges ou produits d'impôt sont constatés au compte de résultat sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés retenu est celui qui est en vigueur pour l'exercice considéré.

2°) Impôts différés inscrits au bilan :

En k€	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Groupe d'intégration fiscale NSC Groupe			
IDA sur déficits	13 176	14 853	12 319
Autres IDA	797	1 644	843
IDP sur provisions réglementées	0	-971	0
Autres IDP	-178	-473	-172
Dépréciation d'IDA	-13 796	-13 759	-12 655
Solde IDA	0	1 294	335
Solde IDP	0	0	0
Groupe d'intégration fiscale Euroschor			
IDA sur déficits	3 201	3 651	3 464
Autres IDA	100	58	66
IDP sur actualisation des dettes	-36	-52	-43
Autres IDP	-2	-17	-6
Dépréciation d'IDA	-2 808	-3 006	-3 093
Solde IDA	454	635	388
Solde IDP	0	0	0
Hors groupe d'intégration fiscale			
Sociétés en situation d'IDA nets			
IDA sur déficits	2 912	3 326	2 891
Autres IDA	0	85	0
IDP	-12	-52	-8
Dépréciation d'IDA	-2 900	-3 360	-2 876
Solde IDA	0	0	7
Sociétés en situation d'IDP nets			
IDP sur provisions IFC et Fluctuation de sinistralité	-610	-886	-914
Autres IDP	0	-220	0
Solde IDP	-610	-1 106	-914

Dans les groupes d'intégration fiscale, les impôts différés actif (IDA) disponibles après imputation des impôts différés passif (IDP) ont été provisionnés de manière à ne conserver que la part estimée récupérable dans un délai raisonnable. Compte tenu des perspectives 2012, nous avons activé 454 K€ d'IDA, pour l'ensemble des deux groupes d'intégration fiscale.

Hors groupes d'intégration fiscale, les IDA nets ont été dépréciés en totalité.

Les principales sources d'impôt différé passif se limitent à la provision pour fluctuation de sinistralité de la société SOFREA.

NOTE 7 – ECARTS D'ACQUISITION

en K€	Valeur comptable nette au 31/12/2011	Dépréciation 2 012	Valeur comptable nette au 30/06/2012
NSC Packaging	2 348	0	2 348
Total	2 348	0	2 348

Tous les écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test de dépréciation au 31/12/2011. Aucune évaluation nouvelle n'a été réalisée au 30/06/2012

Pour mémoire, les hypothèses suivantes ont été retenues au 31/12/2011 pour la conduite du test de dépréciation :

- Augmentation annuel moyenne sur 6 ans du chiffre d'affaires de 2%.
- Taux d'actualisation à 10%.

NOTE 8. – ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

1°) Valeurs brutes

en K€	Ecarts acquisitions	Incorporelles	Corporelles	Financières	Total
Valeurs brutes 31.12.11	12 347	1 918	40 993	856	56 114
Acquisitions ou transferts	2	309	1 205	2	1 518
Cessions ou diminutions		-10	-319	-142	-471
Variations de périmètre		0	0		0
Variations de change		0	39	-1	39
Valeurs brutes 30.06.2012	12 349	2 218	41 918	715	57 200

2°) Amortissements et pertes de valeurs :

en K€	Ecarts acquisitions	Incorporelles	Corporelles	Financières	Total
Amortissements 31.12.11	9 999	1 838	32 013	30	43 879
Dotations ou transferts	2	15	376	3	396
Cessions ou diminutions		-10	-167		-176
Variations de périmètre		0	0		0
Variations de change		0	31		31
Amortissements 30.06.2012	10 001	1 844	32 254	32	44 131

3°) Valeurs nettes

en K€	Ecarts acquisitions	Incorporelles	Corporelles	Financières	Total
Valeurs nettes 31.12.11	2 348	80	8 980	827	12 235
Acquisitions ou transferts	0	294	829	-1	1 122
Cessions ou diminutions	0	0	-153	-142	-295
Variations de périmètre	0	0	0	0	0
Variations de change	0	0	8	-1	7
Valeurs nettes 30.06.2012	2 348	374	9 664	683	13 069

Les acquisitions d'immobilisations corporelles comprennent des immobilisations en cours de constitution, pour un montant de 2 205 K€

NOTE 9. – STOCKS ET EN-COURS.

en K€	30/06/2012	31/12/2011
Matières premières et marchandises	7 635	6 661
Encours de production	9 805	7 481
Produits finis	8 193	6 460
Total brut	25 633	20 602
Dépréciation	-5 970	-5 092
Total net	19 662	15 510

NOTE 10. – Régimes postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de carrière.

Régimes de base : Dans certains pays, le Groupe participe à des régimes de sécurité sociale de base pour lesquels la charge enregistrée est égale aux cotisations appelées par les organismes sociaux concernés. Les régimes de base sont considérés comme étant des régimes à cotisations définies et l'engagement du Groupe se limite aux cotisations versées qui sont enregistrées en charge.

Au-delà des régimes de base, les régimes existants peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et dans ce dernier cas totalement ou partiellement couverts par des placements dédiés (contrats d'assurance ou autres formes de placements dédiés...).

Régimes à cotisations définies : Les prestations dépendent uniquement du cumul des cotisations versées et du rendement des placements de ces dernières. Comme pour les régimes de base, l'engagement du Groupe se limite aux cotisations versées qui sont enregistrées en charge.

Régimes à prestations définies : La valorisation de l'engagement du Groupe au titre de ces régimes est calculée annuellement par des actuaires indépendants en utilisant la méthode « valeur actuelle probable antérieure », représentant le passif social à la date de la clôture de la période (PBO).

Les calculs sont réalisés avec les principales hypothèses suivantes :

- Taux moyen d'inflation des salaires : 1%
- Taux moyen d'actualisation : 4%.
- Age de départ à la retraite : 65 ans pour les cadres et 62 ans pour les non cadres.

Pour la couverture de ce passif social le Groupe a souscrit plusieurs contrats auprès d'une société d'assurance hors du Groupe.

Lorsque les capitaux disponibles dans le fonds géré par l'assureur sont inférieurs à la PBO, le Groupe provisionne l'écart dans son passif. Au 30 juin 2012, cette provision s'élève à 775 K€.

NOTE 11. – PROVISIONS

en K€	Montants	Augmentations de l'exercice	Diminutions ou reprises		Sortie de périmètre	Montants 30-juin-12
	31-déc-11		utilisées	non utilisées		
Pour risques de garantie aux clients	1 105	806	369	522	0	1 020
Pour risques de pertes	8	70	0	8	0	70
Pour risques divers	1 516	71	134	0	0	1 453
Total provisions pour risques	2 629	947	503	531	0	2 543
Pour charges techniques	556	178	480	75	0	178
Litiges fiscaux	0	0	0	0	0	0
Provisions pour charges diverses	116	83	62	26	0	111
Pour charges de restructuration	0	49	0	0	0	49
Pour charges de fin de carrière	3 539	307	231	13	0	3 602
Total provisions pour charges	4 211	617	774	115	0	3 939
Total provisions pour risques et charges	6 840	1 564	1 277	645	0	6 482
Impôt différé passif	914		304			610
TOTAL PROVISIONS	7 754	1 564	1 581	645	0	7 092

- Les provisions constituées pour charges de fin de carrière concernent essentiellement la société Sant'Andrea Novara pour 2 733 K€, les autres sociétés du Groupe représentant un montant de 868 K€.

NOTE 12. – PASSIFS FINANCIERS

Selon la terminologie de IFRS 7, les passifs financiers sont tous des « Passifs encourus à des fins de transaction ». Ils se répartissent comme suit :

en K€	30/06/2012				31/12/2011			
	Moins de 1 an	de 1 à 5ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	de 1 à 5ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts obligataires				0				0
Emprunts auprès d'établissements de crédits	329	1 113		1 442	256	915	0	1 170
Emprunts auprès des sociétés apparentées				0				0
Emprunts et dettes financières diverses	350	858		1 208	139	1 140	140	1 420
Crédits-baux				0				0
Concours bancaires et mobilisation de créances	5			5	75			75
Emprunts et dettes financières	684	1 971	0	2 655	470	2 055	140	2 665
Dettes fournisseurs	8 204			8 204	7 559			7 559
Dettes sur immobilisations	44			44	24			24
Fournisseurs et comptes rattachés	8 248	0	0	8 248	7 584	0	0	7 584
Impôts courants	21			21	24			24
Comptes courants des sociétés apparentées	576			576	1			1
Avances et acomptes reçus	4 629			4 629	4 467			4 467
Dettes fiscales et sociales	4 691			4 691	4 969			4 969
Autres dettes	2 295			2 295	1 599			1 599
Produits constatés d'avance	312			312	451			451
Autres dettes et comptes de régularisation	12 503	0	0	12 503	11 487	0	0	11 487
Passifs financiers non courants		1 971	0	1 971		2 055	140	2 195

Le montant de 684 K€ correspondant aux emprunts et dettes financières à moins d'un an figure dans la rubrique du bilan « Emprunts et dettes financières courants ».

Le montant à plus d'un an des « Passifs financiers non courants », soit 1 971 K€, a été porté dans la rubrique du bilan « Emprunts et dettes financières non courants ».

NOTE 13. – ACTIFS FINANCIERS

La rubrique « Trésorerie et équivalent de trésorerie » est évaluée en juste valeur par le résultat.

Toutes les autres rubriques sont évaluées au coût amorti.

en K€	30/06/2012				31/12/2011			
	Moins de 1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Immobilisations financières	291	210	182	683	254	406	166	826
Autres immobilisations financières		3 707		3 707		3 700		3 700
Clients et comptes rattachés	8 948	9		8 957	13 380	39		13 420
Autres créances et comptes de régularisation	3 347			3 347	3 570			3 570
Impôts courants		671		671		333		333
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 351			37 351	37 674			37 674
Actifs financiers non courants		4 387		4 387		4 073		4 073

Les chiffres indiqués concernent des montants nets.

Les impôts courants d'une échéance à plus d'un an mais inférieure à cinq ans d'un montant de 671 K€ correspondent aux crédits d'impôts recherche et figurent, au bilan, dans les actifs financiers non courants.

Au 30 juin 2012, les actifs financiers non courants s'élevant à 4 387 K€ comprennent 3 700 K€ de fonds nantis pour une garantie de passif consentie à l'acquéreur des activités Nonwoven.

Répartition des placements :

L'ensemble des placements financiers « Actifs financiers non courants » et « Trésorerie et équivalents de trésorerie », est réparti ainsi :

	30/06/2012	31/12/2011
- Sur supports actions et obligations « corporate » à notation inférieure à BBB :	0%	0%
- Sur supports obligations « corporate » à notation supérieure ou égale à BBB :	0%	0%
- Sur supports obligations d'États ou placements de trésorerie :	100%	100%

NOTE 14. – RESULTAT FINANCIER

Le « Coût de l'endettement financier » correspond aux principaux postes suivants :

- Intérêts sur emprunts
- Plus ou moins-value sur opérations de forfaiting
- Intérêts sur mobilisation de créances ou d'effets commerciaux
- Intérêts sur crédits de trésorerie
- Escomptes accordés et obtenus
- Agios bancaires
- Actualisation des créances et des dettes

Les « Autres produits et charges financiers » correspondent essentiellement à :

- Gains et pertes de change
- Produits et charges des placements financiers
- Plus ou moins-values sur cessions d'actifs financiers
- Variation des provisions nettes pour dépréciation d'actifs financiers

NOTE 15. – ENGAGEMENTS AU TITRE D’OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN.

en K€	Donnés	Reçus
Engagement pensions, indemnités	1 035	1 035
Avals, cautions, garanties	4 615	
Contrepartie pour achats et ventes à terme de devises		
Crédits garantis non mobilisés ou garantis COFACE		
Engagement crédit-bail mobilier		
Garanties données aux clients		
Hypothèques et nantissements	1 392	
Autres	147	
TOTAL :	7 190	1 035
Dont, part relative aux co-entreprises (Euroschor)	810	732

Les garanties données comprennent un montant de 3 700 K€ de garantie de passifs accordée au groupe ANDRITZ dans le cadre de l’acquisition des activités Nonwoven. Cette garantie est assortie d’un nantissement de fonds d’un montant équivalent, figurant dans la rubrique « Actifs financiers non courants » du bilan.

Les engagements des sociétés consolidées sont pris en compte en fonction du pourcentage d’intérêt.

NOTE 16. – LISTE DES FILIALES ET METHODE DE CONSOLIDATION

Société	Pays	% de contrôle	Méthode de consolidation
NSC Groupe	France	100,00%	mère
Euroschor	France	50,00%	proportionnelle
N. Schlumberger	France	50,00%	proportionnelle
Sant’Andrea Novara (Ex Finlane)	Italie	50,00%	proportionnelle
Seydel	Allemagne	50,00%	proportionnelle
Pakea	France	100,00%	globale
Monomatic	France	100,00%	globale
Monomatic Italie	Italie	100,00%	globale
NSC Environnement	France	100,00%	globale
NSC USA	Etats-Unis	100,00%	globale
NSC Deutschland*	Allemagne	100,00%	globale
Servitex*	Uruguay	99,90%	globale
Fonderie Schlumberger	France	100,00%	globale
NSC Florival	France	100,00%	globale
Sofréa	Luxembourg	100,00%	globale
Fréaco	France	100,00%	globale
Wuxi NSC Machinery (cession le 31/03/2012)	Chine	100,00%	globale
NSC Japan (à liquider en 2012)	Japon	100,00%	globale
SBA (à liquider en 2012)	Belgique	99,87%	globale

* Filiales en cours de liquidation

NOTE 17. – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS AU 30 juin 2012

Fin Juillet 2012 le groupe a pris une participation de 30% dans une société commercialisant des machines de cogénération pour un montant de 133K€.

NOTE 18. – INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES

Hormis la distribution de dividendes aux actionnaires de la société, développée en note 20, aucune transaction significative avec des parties liées n'est intervenue au cours des périodes présentées.

NOTE 19. – INFORMATIONS SUR LES CO-ENTREPRISES :

(en K€)	30/06/2012	31/12/2011 Publié
Actifs non courants	5 004	4 800
Actifs courants	20 197	20 493
Total actifs	25 201	25 293
Passifs non courants	3 856	5 202
Passifs courants	11 861	11 151
Total passifs	15 717	16 353

(en K€)	30/06/2012	30/06/2011 Publié
<i>Chiffre d'affaires</i>	15 156	12 714
<i>Achats consommés</i>	-5 057	-3 879
<i>Services extérieurs</i>	-3 921	-2 979
<i>Charges de personnel</i>	-5 424	-4 623
<i>Autres produits et charges</i>	-232	101
Résultat courant des co-entreprises	522	1 334
<i>Charge d'impôts sur le résultat des co-entreprises</i>	-14	441
Résultat net des co-entreprises	508	1 775

NOTE 20. – DIVIDENDES :

L'assemblée générale ordinaire annuelle qui s'est tenue le 24 mai 2012 a décidé la mise en distribution d'un dividende de 3,75€ / action, ce qui représente un total de 1 958 846.25 €.

**D – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION SEMESTRIELLE AU 30 JUIN 2012**

NSC GROUPE

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle 2012**

Semestre clos le 30 juin 2012

MAZARS

SOCIETE FIDUCIAIRE DE REVISION

MAZARS

20, AVENUE DE LA PAIX – 67000 STRASBOURG

SOCIETE FIDUCIAIRE DE REVISION

2, AVENUE DE BRUXELLES – 68350 DIDENHEIM

NSC GROUPE

170, rue de la République - 68500 GUEBWILLER
Société Anonyme au capital de 8 772 000 €
RCS Colmar n° B 915 420 491

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Semestre clos le 30 juin 2012

MAZARS

SOCIETE FIDUCIAIRE DE REVISION

NSC GROUPE

Période du
1^{er} janvier 2012 au
30 juin 2012

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société NSC GROUPE, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

NSC GROUPE

*Période du
1^{er} janvier 2012 au
30 juin 2012*

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- La note II c-c) « Résultat net des activités abandonnées », ainsi que la note 3 « Faits marquants de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, exposent l'incidence de la cession du pôle d'activité NONWOVEN.
- La note 1 « Principes comptables » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés expose l'incidence des nouvelles normes d'application obligatoire.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Strasbourg et Didenheim, le 31 août 2012

Les commissaires aux comptes

Mazars

Valentin WITTMANN

Société Fiduciaire de Révision

Philippe PFLIMLIN

